

# Dossier de Consultation des Entreprises pour la mise en concurrence d'assurances de chantier

Mandataire

**SETEC ORGANISATION**

siret 702 005 901 00104

4 Place Sadi Carnot  
13002 Marseille

Mandataire du Maître d'Ouvrage,  
agissant pour le compte de CNFPT

Maître d'Ouvrage

**CNFPT**

siret 180 014 045 0199

Délégation Occitanie  
Parc Euromédecine  
337 Avenue des Apothicaires  
34196 Montpellier CEDEX

Opération

**restructuration du site Euromédecine**

Nature de l'Opération

**Construction Neuve**

☐ Non ☒ Oui

à moins de dix mètres d'existants

☒ Non ☐ Oui

**Extension**

(construction "contigüe" à des existants)

☒ Non ☐ Oui

**Surélévation**

(construction "au-dessus" d'existants)

☒ Non ☐ Oui

**Sousplexion**

(construction "en dessous" d'existants)

☒ Non ☐ Oui

**Rénovation/Réhabilitation** (d'existants)

☐ Non ☒ Oui

**Énergie Renouvelable**

☐ Non ☒ Oui

**Technique Non Courante**

☐ Non ☒ Oui

**Ouvrage de Caractère Exceptionnel**

☒ Non ☐ Oui

Montant prévisionnel

**18 053 815 €HT**

au global, tous participants/lots (honoraires & travaux) inclus  
ATTENTION : pour les lots 2 & 3 l'assiette sera inférieure

DOC prévue

**06/01/2025**

date d'ouverture du chantier / cerfa 13407\*03

DAT prévue

**10/02/2027**

date d'achèvement & de conformité des travaux / cerfa 13408\*05

Lots sollicités

**Tous Risques Chantier & Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage  
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale  
Dommages-Ouvrage & Responsabilité Civile du Constructeur Non Réalisateur**

**mise en concurrence d'assurances de chantier**

acheteur **SETEC ORGANISATION au nom et pour le compte du CNFPT**

opération **restructuration du site Euromédecine**

## Préambule

Contrairement aux pratiques habituelles en matière d'achat d'assurance (*cf le Code des Assurances*), le Code de la Commande Publique prévoit un formalisme spécifique pour la mise en concurrence & la passation ainsi que l'exécution de Marchés Publics d'Assurances. De ce fait, **les dispositions du Code de la Commande Publique & celles du Code des Assurances cohabitent & se combinent pour former une solution originale : le Marché Public d'Assurance.**

Le présent **Dossier de Consultation des Entreprises** est donc composé

- du **Règlement de la Consultation**, qui regroupe les informations relatives non seulement à la procédure & son déroulement choisis pour la mise en concurrence, mais aussi à l'objet, la durée, le périmètre & la portée du<sup>(des)</sup> Marché<sup>(s)</sup> Public<sup>(s)</sup> d'Assurance<sup>(s)</sup> sollicité<sup>(s)</sup> ;
- d'un **Cahier des Clauses Particulières** par lot sollicité  
(pour mémoire : un lot = un marché public) ;
- d'une **Lettre de Candidature**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Groupements de Candidature)
- de **formulaire d'informations préalables à la conclusion d'une opération d'assurance\*** à remplir par chacun des Candidats (ou des Membres d'un Groupement de Candidature\*\*) ;
- d'un **Engagement de Gestion & Services Associés**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Groupements de Candidature\*\*) ;
- d'un **Acte d'Engagement**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Groupements de Candidature\*\*).

N.B. : puisqu'il n'existe pas de

- **Cahier des Clauses Administratives Générales** (c'est à dire document type fixant les dispositions administratives applicables à une catégorie de marchés) applicable à la catégorie des Marchés Publics d'Assurance, il ne peut pas être rédigé de Cahier des Clauses Administratives Particulières (fixant les dispositions administratives propres au Marché, dont l'unique objet est de déroger aux CCAG) ; les dispositions administratives sont donc ici incluses (comme il est d'usage en matière d'Assurance) dans le Cahier des Clauses Particulières proposé ici pour chaque lot ;
- **Cahier des Clauses Techniques Générales** (c'est à dire document fixant les dispositions techniques applicables à toutes les prestations d'une même nature) applicable aux prestations de nature assurancière, le Cahier des Clauses Particulières proposé ici pour chaque lot intègre aussi (comme il est d'usage en matière d'Assurance) l'ensemble des informations se trouvant habituellement dans un CCTG.

\* : le Candidat ou, le cas échéant, chacun des Membres du Groupement de Candidature doit présenter de manière explicite un certain nombre d'informations le concernant (telles que définies depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018 par le Code des Assurances), de manière à ce que l'Acheteur d'assurance comprenne facilement son positionnement.

\*\* : s'agissant de Marché Public d'Assurance, pour tenir compte des particularités imposées par le Code des Assurances, il est précisé ici que lorsqu'une Offre est présentée par

- un Candidat, celui-ci est une **Entreprise d'assurance sans intermédiaire** ;

ou

- un Groupement de Candidature, composé d'au moins deux Membres un **intermédiaire d'assurance** et une **Entreprise d'assurance**,

mais qu'il peut en comporter plus, tels que, par exemples :

- une Entreprise d'assurance **Apéritrice**<sup>et/ou</sup> **Principale** &
- des Entreprises d'assurance **Coassureurs** ;
- des Entreprises d'assurance **Complémentaires** ;
- un intermédiaire d'assurance dit de « **proximité** » & un intermédiaire d'assurance dit « **grossiste** » ;
- un **Gestionnaire** (distinct de l'intermédiaire & de l'Entreprise d'assurance).

Ces informations doivent être explicitement présentées dans la Candidature.

► **ATTENTION** : les formulaires-types **DC1** (LETTRE DE CANDIDATURE - DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS), **DC2** (DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT), **DCH** (DECLARATION SUR L'HONNEUR : non-condamnation, lutte contre le blanchiment & le financement du terrorisme, lutte contre le travail illégal & pour l'égalité professionnelle femmes/hommes, emploi de travailleurs handicapés ou assimilés, procédure collective & individuelle, situation fiscale & sociale), **DC4** (DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE) **ne sont ici pas demandés et NE SERONT PAS LUS.**

Seuls les formulaires figurant ici sont à remplir et feront partie intégrante de la Candidature pour les uns & de l'Offre pour les autres.

En effet, la Distribution d'assurance en France étant particulièrement encadrée par la Loi & contrôlée par les Pouvoirs Publics, il n'y a ici pas lieu de fournir certaines des pièces habituellement demandées pour la conclusion d'un Marché Public.

**mise en concurrence d'assurances de chantier**

**acheteur SETEC ORGANISATION au nom et pour le compte du CNFPT**

**opération restructuration du site Euromédecine**

## **Composition du Dossier de Consultation des Entreprises**

- **Règlement de la Consultation**

N.B. : ses annexes sont des fichiers distincts, mis eux aussi à disposition sur le Profil d'Acheteur

- **Cahier des Clauses Particulières du Lot 1  
Tous Risques Chantier  
& Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage**
- **Cahier des Clauses Particulières du Lot 2  
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**
- **Cahier des Clauses Particulières du Lot 3  
Dommages-Ouvrage  
& Responsabilité Civile  
du Constructeur Non Réalisateur**
- **Documents de Candidature**
- **Documents d'Engagements**

mise en concurrence d'assurances de chantier

acheteur **SETEC ORGANISATION** au nom et pour le compte du CNFPT

opération **restructuration du site Euromédecine**

## Règlement de la Consultation

**RC**

Procédure utilisée

### Appel d'Offres Ouvert

conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique

Mandataire

**SETEC ORGANISATION**

siret **702 005 901 00104**

4 Place Sadi Carnot  
13002 Marseille

Mandataire du Maître d'Ouvrage,  
agissant au nom et pour le compte du CNFPT

Maître d'Ouvrage

**CNFPT**

siret **180 014 045 0199**

Délégation Occitanie  
Parc Euromédecine  
337 Avenue des Apothicaires  
34196 Montpellier CEDEX

Objet des Marchés

### Services d'Assurances

Lots

**1**

**Tous Risques Chantier  
& Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage**

**2**

**Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

**3**

**Dommages-Ouvrage  
& Responsabilité Civile du Constructeur Non Réalisateur**

Remise des offres au plus tard le **16/09/2024** à **12h00**

**Préambule** La procédure choisie (*indiquée en première page du présent Règlement de la Consultation*) pour la conduite de la présente Mise en Concurrence en vue de la conclusion de Marchés Publics d'Assurances est conforme aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Compte tenu de son objet spécifique, la présente procédure tient aussi compte des dispositions du Code des Assurances *et, le cas échéant, du Code de la Mutualité*, tant au regard des obligations relatives aux Entreprises d'Assurance (*Mutuelle, Compagnie, institution, ci-après appelées "Assureur" ou "Porteur d'Assurance"*) qu'à celles relatives aux Distributeurs d'Assurance (*parmi lesquels peuvent être cités, à titre d'exemples non exhaustifs, les Salariés d'Entreprise d'Assurance, Mandataires d'Entreprise d'Assurance, Agents Généraux d'Assurance, Courtiers d'Assurance, Mandataires d'intermédiaire d'Assurance*).

Le formalisme du Dossier de Consultation des Entreprises (*dont le présent RC est une des composantes*) ainsi que des réponses attendues est adaptée aux évolutions juridiques & techniques entrées en vigueur le 01/10/2018 dans le domaine de l'assurance.

Il tient compte du très haut degré d'encadrement & de surveillance des Distributeurs d'Assurances (*assureurs & intermédiaires*) par les Pouvoirs Publics et se concentre sur les points-clés relatifs à certaines de leurs obligations spécifiques, de manière à optimiser la compréhension du positionnement & du contenu des solutions qui seront reçues et à en faciliter l'appréciation ainsi qu'à sécuriser les choix qui seront formulés.

La seule dérogation aux exigences formulées dans l'Ordonnance 2018-361 du 16/05/2018 & le Décret 2018-431 du 01/06/2018 consiste ici à dispenser les Distributeurs d'Assurances de fournir le Document d'information Normalisé sur le Produit d'Assurance puisqu'au travers du CCP, l'acheteur public est co-concepteur du produit d'assurance.

Chacun des acteurs d'assurance exerce sous la stricte surveillance de l'Autorité de Contrôle Prudentiel & de Résolution (*ou, pour les acteurs étrangers intervenant en Libre Prestation de Services ou Libre Établissement, sous celle de l'Autorité de Contrôle de leur pays d'origine*). De ce fait, il n'est ici pas demandé de fournir l'ensemble des pièces administratives habituellement sollicitées à l'occasion d'une mise en concurrence en vue de la conclusion de marchés publics.

Par contre, il est demandé de fournir impérativement les réponses aux formulaires cités à l'article 9.4.1 du présent Règlement de la Consultation et d'y joindre les pièces justificatives qui y sont demandées.

## 1. Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur est l'acheteur dont l'identification et l'adresse sont celles citées en première page du présent règlement de la consultation.

## 2. Objet de la consultation

### 2.1. Marchés d'assurances

La présente consultation a pour objet la souscription de prestations d'assurances pour la Personne Assurée.

Ces prestations sont divisées en différents lots séparés, désignés en première page du présent règlement de la consultation.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots ou tous les lots. Un candidat ne peut cependant pas présenter plusieurs offres pour un même lot.

**La présente consultation vaut ordre exclusif d'étude et libère les** porteurs d'assurance qui participeraient en tant que **coassureurs** au<sup>(x)</sup> marchés<sup>(s)</sup> public<sup>(s)</sup> d'assurance couvrant jusqu'à maintenant l'Acheteur de leurs obligations vis-à-vis de l'apériteur.

La pratique d'antériorité de saisie des porteurs d'assurance par un intermédiaire en assurance sera considérée comme contraire à la libre concurrence. Et si ce cas se présentait, des **ordres exclusifs** d'études seraient accordés aux candidats par le Pouvoir Adjudicateur.

### 2.2. Nomenclature & Branches applicables aux lots

Lots	Nomenclature CPV ( <i>"Common Procurement Vocabulary"</i> instauré par le Règlement Européen n° 213/2008)	Branches (selon article R 321.1 du Code des Assurances)
1	66513200-1 services d'assurance tous risques chantier	8, 9, 13, 16
2	66516500-5 services d'assurance de responsabilité professionnelle	13*
3	66515000-3 services d'assurance dommages ou pertes	9, 13*

\* : la nature "décennale" des garanties attendues suppose, de la part de l'Entreprise d'assurance, un provisionnement technique & prudentiel dit par "capitalisation" & une réassurance spécifique elle aussi dite par "capitalisation".

### 3. Durée des Marchés Publics d'Assurance

Les marchés publics d'assurance seront conclus

- pour le **lot 1** pour une durée allant **de la DOC**  
*date d'ouverture du chantier*  
*(cerfa 13407\*03)*  
**à la DAT**  
*date d'achèvement & de conformité des travaux*  
*(cerfa 13408\*05)*  
telles que définies dans le descriptif prévisionnel  
annexé au présent Règlement de la Consultation
- pour les **lots 2 & 3** pour une durée de **dix ans à compter de la DAT**  
*date d'achèvement & de conformité des travaux*  
*(cerfa 13408\*05)*  
telle que définie dans le descriptif prévisionnel  
annexé au présent Règlement de la Consultation

Leur prise d'effet interviendra au plus tôt à la date fixée dans le cahier des clauses particulières, ou à la date de leur notification, ou postérieurement à celle-ci, en fonction de la décision de l'Acheteur.

## 4. Formules

L'Acheteur demande aux Candidats de présenter les offres correspondant obligatoirement aux formules prévues aux cahiers des clauses particulières des lots auxquels ils répondent.

Les réserves, ainsi que toutes dispositions plus restrictives/limitatives ou plus étendues, éventuelles devront faire l'objet d'une note explicative détaillée permettant de comprendre facilement les écarts de contenus/portées. Elle sera citée & annexée à l'Acte d'Engagement.

N.B. : aucune réserve restrictive/limitative relative aux personnes ayant la qualité d'assuré (art 2 des CCP) ou à la liste des activités (art 3 des CCP) ou à la durée de marché (art 4 des CCP) ne sera admise. Il peut être dérogé aux articles 5 (garanties demandées) & 8 (conventions spéciales) des CCP, qui peuvent aussi être complétés.

## 5. Variantes

L'Acheteur **autorise les variantes**.

*La réponse aux formules prévues aux cahiers des clauses particulières demeure néanmoins obligatoire.*

Les variantes éventuelles feront l'objet d'une présentation détaillée (expliquant de manière **justifiée & argumentée** les écarts par rapport à ce qui figure au CCP) ainsi que de chiffrages distincts de l'offre de base, citée & annexées à l'Acte d'Engagement, permettant de comprendre facilement les écarts de contenus/portées.

Elles devront être identifiées par des références du type V1, V2, V3.

N.B. : les exigences minimales que les variantes doivent respecter sont celles mentionnées dans le cahier des clauses techniques particulières du lot concerné. *Toutes dispositions plus restrictives/limitatives ou plus étendues devront être clairement désignées, justifiées & argumentées dans une note explicative, citée & annexée à l'acte d'engagement.*



## 6. Dossier de Consultation des Entreprises

### 6.1. Composition du dossier de consultation des entreprises

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Il comprend :

- le **règlement de la consultation** et ses annexes
- le **cahier des clauses particulières** de chaque lot et ses annexes  
(pour mémoire : un lot = un marché public)
- une **Lettre de Candidature**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Membres d'un Groupement de Candidature)
- des **formulaires d'informations préalables à la conclusion d'une opération d'assurance**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Membres d'un Groupement de Candidature)
- d'un **Engagement de Gestion & Services Associés**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Groupements de Candidature)
- d'un **Acte d'Engagement**, à remplir par chacun des Candidats (ou des Groupements de Candidature)
- d'un **descriptif prévisionnel** de l'opération

### 6.2. Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu aisément et gratuitement en le **téléchargeant**, après identification sur le site internet ci-après :

<https://marches.local-trust.com/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=533484&orgAcronyme=setec>

(dénommé ci-après : plate-forme de dématérialisation ou profil d'acheteur)

Pour ceci, les candidats doivent impérativement s'inscrire sur cette plate-forme de dématérialisation à laquelle est relié l'Acheteur, accessible à cette même adresse.

Sur ce site, ils doivent indiquer leurs coordonnées, leur adresse électronique et le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation. La responsabilité de l'Acheteur ne pourra cependant pas être engagée en cas de difficulté ou d'impossibilité de communiquer par ce moyen électronique avec les entreprises.

### 6.3. Modifications

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter, au **plus tard sept (7) jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres, des **modifications de détail** au dossier de consultation des entreprises. Chaque candidat en sera individuellement informé, dès lors que l'Acheteur aura connaissance de son adresse (grâce à l'inscription sur le profil d'acheteur).

## 7. informations complémentaires

### 7.1. Renseignements complémentaires

Le mode de communication choisi par l'Acheteur pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation indiquée à l'article 6.2, dont l'accès est gratuit.

L'Acheteur entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au dossier de consultation. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements.

À ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par l'Acheteur pour communiquer avec le candidat dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant le dossier de consultation de renseigner sur le site de dématérialisation le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels, et à s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de leur messagerie électronique

L'Acheteur décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre.

### 7.2. Questions des candidats

Toute question ou observation éventuelle sur les clauses de ce dossier de consultation doit impérativement être adressée à l'Acheteur dans les meilleurs délais.

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation sur le portail de dématérialisation indiqué à l'article 6.2 **au plus tard six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**. Au-delà de cette date, l'Acheteur ne s'engage plus à répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile.

Les réponses apportées par l'Acheteur seront envoyées, via la plateforme indiquée à l'article 6.2, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement du dossier. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

### 7.3. En cas d'indisponibilité de la plateforme de dématérialisation,

et uniquement dans ce cas, les questions peuvent être adressées à l'Acheteur auprès de : **[mandat.cnfpt.orga@setec.com](mailto:mandat.cnfpt.orga@setec.com)**

Les **informations d'ordre assurantiel** peuvent être obtenues exclusivement en écrivant à **[consultation@konsei.fr](mailto:consultation@konsei.fr)**

## 8. Modalités de transmission des candidatures & des offres

Les **candidatures** et les **offres** doivent être exclusivement déposées sur la plateforme de **dématérialisation** indiquée à l'article 6.2

### 8.1. Modalités de transmission des candidatures & des offres

Le candidat n'est pas tenu de signer électroniquement son offre au moment de sa remise. Seul l'attributaire du marché sera tenu, à la demande de l'Acheteur, de le faire.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

**Attention : l'utilisation d'une autre mode de transmission entraîne le REJET de la réponse.**

### 8.2. Transmission des candidatures & des offres

Les plis sont **transmis électroniquement sur la plate-forme de dématérialisation** désignée à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation ;

N.B. : **tout autre envoi dématérialisé ne sera PAS accepté** (exemples : courriel, clé USB, SDcard, CD, DVD, Blue-Ray Disc, SSD ou tout autre support matériel ou dématérialisé) ;

- **si la plate-forme de dématérialisation est indisponible** du fait du prestataire qui en est le gestionnaire ou en raison de force majeure (*événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties*), particulièrement dans les quatre heures précédant l'heure limite de remise des plis, un **report de la date limite de remise des plis** sera décidé par l'Acheteur et sera communiqué à chacun des Candidats.

La date et l'heure limites de réception des plis dématérialisés (*candidatures et offres*) sont indiquées en première page du présent règlement de la consultation.

Le délai minimum de validité des offres est de **quatre vingt dix (90) jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Une fois déposées, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées.  
Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre.  
Les dossiers de participation des candidats ne sont pas restitués.

Le candidat qui souhaite faire une offre différente de l'offre initiale (*dans la limite des possibilités prévues au présent règlement de la consultation*), doit présenter cette offre nouvelle selon les mêmes modalités administratives.

- L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire (*même identifiant*) se substitue au premier : il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

## 9. Modalités de transmission des candidatures & des offres

### 9.1. Précisions relatives à l'élaboration du dossier

- les conditions de **langue**  
La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le **français**.  
Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.
- la **forme de l'offre** devra être conforme à celle du contrat qui serait mis en place si elle était retenue.

### 9.2. Partie financières de l'offre

La partie financière de l'offre est libellée en **euros** et, si elle comporte des informations en plus de ce qui est prévu à l'acte d'engagement, ou les explicitant, elle doit faire apparaître dans l'ordre :

- la désignation des services ;
- le(s) numéro(s) de lot(s) ;
- les taxes parafiscales selon la nature des prestations objet de la consultation  
(En application de l'article 261 C du code général des impôts, les opérations d'assurance et de réassurance ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et intermédiaires d'assurances sont exonérées de la TVA) ;
- les montants (en euros et, le cas échéant en pourcentage avec l'assiette auquel celui-ci se réfère) des commissions ou honoraires versés par L'Entreprise d'assurance à l'intermédiaire et au gestionnaire (lorsque l'offre en comporte) ;
- les différentes prestations proposées en applications des conditions <sup>et/ou</sup> formes prévues par le règlement de la consultation ;

### 9.3. Remise des candidatures & des offres

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les éléments et scindés en deux fichiers ou deux groupes de fichiers permettant d'ouvrir individuellement et de façon chronologique la partie **candidature** et la partie **offre**, appelées respectivement « **première partie** » et « **seconde partie** ».

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

### 9.4. Contenu du dossier

Le dossier comprendra une enveloppe unique contenant à la fois les documents relatifs à la **candidature** et à l'**offre**.

#### 9.4.1. Documents

Pour être complets, les dossiers devront contenir les documents énumérés ci-après, présentés, *pour en faciliter le dépouillement, l'analyse et la compréhension*, dans l'ordre suivant :

- une « **première partie** » devra contenir les justifications suivantes, selon modèles joints au dossier de consultation :

- une **Lettre de Candidature** (*exclusivement selon modèle joint au dossier de consultation*) ;
- le(s) **formulaire(s) d'informations préalables à la conclusion d'une opération d'assurance** (*exclusivement selon modèle joint au dossier de consultation*), à remplir par le Candidat ou, en cas de Groupement de Candidature, par chacun des Membres dudit Groupement ; accompagnées des documents qui y sont demandés.
- une liste de **références équivalentes aux prestations ici sollicitées**

N.B. : lorsque l'Entreprise d'assurance répond à plusieurs lots, elle peut ne remettre qu'un seul jeu de "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance" (*il n'est pas nécessaire qu'elle en remplisse un jeu par lot*). Si l'intermédiaire d'assurance ou gestionnaire d'assurance ne se voit pas délivrer le même mandat par l'Entreprise d'assurance pour chaque lot, il doit alors fournir un "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance" par lot.

Un Candidat ou Membre de Groupement de Candidature ne peut pas participer à plusieurs Candidature ou Groupement de Candidature.

- Une « **seconde partie** » devra contenir, lot par lot, :

- l'**Acte d'Engagement** (*exclusivement selon modèle joint au dossier de consultation*), renseigné par le Candidat ou le Mandataire du Groupement de Candidature ;
- le **cahier des clauses particulières**, daté, signé et revêtu du cachet du Candidat ou du Mandataire du Groupement de Candidature ;
- l'**Engagement de Gestion & Services Associés**, renseigné par le Candidat ou le Mandataire du Groupement de Candidature ;
- tous autres documents à l'initiative du candidat permettant de mieux appréhender son offre (*tels que conditions particulières, annexes, conventions spéciales, conditions générales, etc...*) qui auront été exhaustivement listés en l'acte d'engagement.

#### 9.4.2. Réponse à un seul lot

Si l'Entreprise d'assurance ne répond qu'à un lot, les éléments évoqués au paragraphe 9.4.1 peuvent être présentés en une seule et même partie, mais en respectant l'ordre indiqué dans ledit paragraphe.

#### 9.4.3. Différentes Entreprises d'assurance

il est attiré l'attention des candidats sur le fait que lorsqu'une offre combine des garanties assumées par **différentes Entreprises d'assurance** (*c'est à dire par une Entreprise d'assurance apéritrice & des Entreprises d'assurance coassureurs <sup>et/ou</sup> une Entreprise d'assurance principale & des Entreprises d'assurance complémentaires*) un "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance" les concernant ( *cité à au paragraphe 9.4.1*) doit être fourni pour chacune d'elles ;

**à défaut la candidature sera considérée comme irrégulière et sera rejetée.**

#### 9.4.4. Habilitation du signataire

il est à noter que **le signataire doit être habilité à engager l'Entreprise d'assurance** et qu'il doit fournir la justification de ce pouvoir au moyen de la lettre de candidature (*exclusivement selon modèle joint au dossier de consultation*) complété, le cas échéant, par le "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance".

## 10. Attribution des Marchés

### 10.1. Agrément, immatriculation, Alerte, Sanction

La présente mise en concurrence est, de droit, réservée aux

- **Entreprises d'assurance** ("100%" ou "apéritrice" ou "principale" ou "coasseur" ou "complémentaire") disposant de l'Agrément leur permettant de pratiquer en France (*y compris, le cas échéant, en Libre Établissement ou Libre Prestation de Services*) des opérations d'assurances relevant des Branches citées à l'article 2.2 (*par référence à l'article R 321-1 du Code des Assurances*) du présent règlement de la consultation. Elles doivent **justifier de cet Agrément** par la production, dans leur "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance", de l'adresse développée exacte du lien permettant de le vérifier sur le site tenu par l'ACPR, valide à la date de la candidature. **À défaut de fourniture de ce lien ou s'il est inexacte ou s'il ne concerne pas la bonne Entité Juridique ou à défaut de l'Agrément en Branches idoines, la candidature sera déclarée irrégulière et sera rejetée.**
- **intermédiaires d'Assurance** disposant de l'**immatriculation au registre unique** leur permettant de présenter des opérations d'assurance en France. Ils doivent en justifier par la production, dans leur "document d'information préalable à la conclusion d'une opération d'assurance", de leur numéro d'immatriculation au registre unique tenu par l'ORIAS (*y compris dans le cas d'un "passeport entrant"*). **À défaut de ce justificatif, la candidature sera déclarée irrégulière et sera rejetée.**

Par ailleurs, il est précisé que lorsque le Candidat ou un ou plusieurs des Membres de du Groupement de Candidature fait actuellement l'objet d'une **Alerte** ou **Sanction** prononcée par l'ACPR (*ou par l'autorité de contrôle de son pays d'origine*) ou par la DGCCRF ou par un Tribunal de Commerce (*ou équivalent de son pays d'origine*), si sa nature est susceptible de nuire à l'exécution du marché, **la candidature sera déclarée irrégulière et sera rejetée.**

### 10.2. Ouverture des plis

L'Équipe en charge des marchés chez l'Acheteur ouvre les enveloppes contenant les candidatures et offres, puis les enregistre.

L'Acheteur se réserve la possibilité de demander aux Candidats & Groupements de Candidature de préciser leur candidature <sup>et/ou</sup> leur offre.

Toutes les informations fournies par le Candidat ou le Groupement de Candidature à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est attributaire.

### 10.3. Offre irrégulière, inacceptable, inappropriée

L'attention des Candidats & Groupements de Candidature est attirée sur le fait que les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'Acheteur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai fixé par la personne responsable du marché, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

- **Offre irrégulière** : offre qui ne respecte pas toutes les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable ;
- **Offre inacceptable** : offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public d'assurance tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- **Offre inappropriée** : offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Si le Candidat ou le Groupement de Candidature ne répond pas à la sollicitation de l'Acheteur dans les délais impartis ou ne donne aucune suite à la demande de l'Acheteur, il se verra éliminé.

L'Acheteur pourra demander des précisions complémentaires aux candidats sur la teneur de leur offre sans que cela ne modifie les éléments essentiels de celle-ci.

### 10.4. Critères

Après avoir éliminé les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, les autres offres sont triées par ordre décroissant en fonction des critères définis ci-après.

L'offre la mieux classée est retenue.

Pour attribuer le ou les marchés publics d'assurances l'Acheteur retient **l'offre économiquement la plus avantageuse** en se fondant sur une pluralité de critères non discriminatoires qui sont pondérés puis classés par ordre décroissant :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>Valeur technique</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>qualité &amp; étendue des garanties &amp; portée des exclusions, niveau des limites, niveau des franchises</i> (sur 80)</li> <li>◦ <i>impact technique des différences apportées par les réserves/commentaires/variantes</i> (sur 20)</li> </ul> </li> </ul>	40 % de l'appréciation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>Qualité de services</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>modalité de distribution</i> (sur 10)</li> <li>◦ <i>continuité d'activité &amp; conformité</i> (sur 10)</li> <li>◦ <i>gestion du marché public d'assurance</i> (sur 20)</li> <li>◦ <i>gestion des sinistres</i> (sur 25)</li> <li>◦ <i>conseils</i> (sur 15)</li> <li>◦ <i>outils</i> (sur 10)</li> <li>◦ <i>reporting</i> (sur 10)</li> </ul> </li> </ul>	20 % de l'appréciation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>Prix</u></b> la note correspondant à ce critère-ci étant calculée comme suit : prix de l'offre la moins-disante divisée par le prix de l'offre analysée, le résultat de cette opération étant multiplié par cent (sur 100)</li> </ul>	40 % de l'appréciation



Les formules & variantes sont évaluées de la même manière.

L'appréciation des offres se fait lot par lot, et un seul candidat est retenu pour chaque lot identifié. Un candidat peut se voir attribuer plusieurs lots.

### 10.5. Modalité de détection d'une **offre anormalement basse**

La détection du caractère "anormalement bas" d'une offre sera réalisée de la manière suivante :

- les prix proposés seront additionnés pour en extraire une **moyenne d'ensemble**,
- la moyenne des prix sera ensuite recalculée sans prendre en compte les prix supérieurs de **20%**-(vingt pour cent)-&-plus à la première moyenne calculée,
- il sera ensuite retenu une limite de **10%** (dix pour cent) par rapport à cette dernière moyenne pour qualifier une offre d' "**anormalement basse**".

Afin de respecter le principe "*contradictoire*", il sera demandé au Candidat ou Groupement de Candidature concerné de justifier le prix ainsi identifié. Le contenu de sa réponse ou l'absence de réponse du Candidat ou Groupement de Candidature permettra, le cas échéant, à l'Acheteur d'exclure l'offre anormalement basse.

### 10.6. Procédure Sans Suite ou infructueuse

Lorsqu'aucune offre n'a été remise ou lorsqu'il n'a été proposé que des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, la procédure de mise en concurrence est déclarée sans suite ou infructueuse par les personnes en charge de l'attribution.

### 10.7. L'Acheteur se réserve le droit

- d'**attribuer le marché lot par lot**, avec possibilité d'attribution de plusieurs lots ou de la totalité des lots à un même prestataire ;
- de **ne retenir qu'une partie des garanties prévues dans l'un ou l'autre des lots**, *ceci sans que cela puisse rendre caduc le reste de l'offre retenue*, ou de ne pas retenir l'un ou l'autre des lots, objets de la présente consultation ;
- de **déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite**.



## 11. Fin de la consultation

### 11.1. Pièces à fournir

Le Candidat ou Groupement de Candidature retenu pour l'un <sup>et/ou</sup> l'autre des lots devra fournir sous dix (10) jours calendaires et à partir du moment où il aura été informé de son choix par l'Acheteur, les pièces prévues par les textes législatifs et réglementaires, à savoir :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations & organismes compétents prouvant que le candidat a bien satisfait à ses obligations fiscales & sociales ou une copie de l'état annuel des certificats reçus ;
- l'Acte d'Engagement signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son Offre. Attention, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du Candidat ou Groupement de Candidature à signer ultérieurement le marché public d'assurance qui lui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'Offre à une action en responsabilité.

Des documents équivalents seront demandés pour les candidats ressortissant d'autres pays membres de l'Union Européenne.

Si ces justificatifs ne peuvent pas être produits dans le délai imparti, l'Acheteur se réserve la possibilité de retenir alors le Candidat ou Groupement de Candidature ayant présenté l'Offre classée en seconde position selon les critères définis dans le Règlement de la Consultation.

### 11.2. Candidatures non retenues

Les Candidats ou Groupements de Candidature **non retenus** seront avisés par l'Acheteur du rejet de leur offre, par lettre (*papier ou dématérialisée*) recommandée avec accusé réception ou par voie dématérialisée à l'aide du *profil d'acheteur*.

### 11.3. Candidatures retenues

Les Candidats ou Groupements de Candidature **retenus** recevront l'Acheteur une lettre (*papier ou dématérialisée*) de notification accompagnée de l'Acte d'Engagement avec le paragraphe "ACCEPTATION DE L'OFFRE" régularisé, envoyée en recommandé avec accusé réception ou par voie dématérialisée à l'aide du *profil d'acheteur*. L'attributaire devra alors adresser à l'Acheteur par retour de courrier ledit Acte d'Engagement avec le paragraphe "NOTIFICATION DU MARCHÉ" régularisé.

## 12. Émission des pièces contractuelles

Les Entreprises d'assurance retenues devront procéder à l'émission d'une **note de couverture** à réception de leur notification, justifiant du placement à 100 %.

Les **pièces contractuelles comportant le numéro attribué** par les Entreprises d'assurance, quant à elles, devront être remises à l'Acheteur au plus tard **dans les soixante (60) jours** ouvrés suivant leur date d'effet et en même temps que leur première facture.

Il est ici rappelé que **les pièces constitutives des marchés publics d'assurance** seront composées de **l'Acte d'Engagement** régularisé par les parties, ainsi que, *par ordre décroissant d'importance*, des **pièces qui y sont citées & annexées**, c'est-à-dire,

- le **Cahier des Clauses Particulières** & ses éventuelles annexes,
- **l'Engagement de Gestion & Services Associés** (*selon modèle inclus dans le Dossier de Consultation des Entreprises*) & ses éventuelles annexes
- les éventuelles **réserves** formulées à l'article 1 de l'Acte d'Engagement,
- les éventuels **commentaires** formulés à l'article 3 de l'Acte d'Engagement,
- les éventuels documents venant en **complément** du CCP <sup>et/ou</sup> de l'EGSA, comptés et identifiés à l'article 5 de l'acte d'engagement.

N.B. : *il est aussi rappelé que les seules pièces complémentaires nécessaires à la matérialisation des Marchés Publics d'Assurances sont les documents émis par les Entreprises d'assurance sur lesquels figurent les numéros d'identification des pièces contractuelles émis par les Entreprises d'assurance. Tout autre document émis par les Entreprises d'assurance ne sauraient contredire les dispositions contenues dans l'Acte d'Engagement régularisé ainsi que dans les pièces qui y sont citées & annexées.*

## 13. Références aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives

La présente procédure de mise en concurrence d'assurances & les marchés publics d'assurance qui seront émis à son issue sont conjointement régis par le Code de la Commande Publique & le Code des Assurances.

## 14. instances chargées des procédures de recours

Les recours pourront être introduits auprès du Tribunal Administratif dans le ressort duquel siège l'Acheteur.

Cependant, conformément aux dispositions légales, le Candidat ou Groupement de Candidature et l'Acheteur s'efforceront d'**épuiser les recours gracieux, amiables, la médiation, voire la transaction, avant de saisir la juridiction administrative.**

Donc, au préalable et dans ces conditions, l'Acheteur conseille au candidat de lui demander toute explication qui lui permettra de comprendre sa décision.

## **15. Pièces descriptives & techniques**

Pour permettre aux Candidations & Groupement de Candidature de se forger une opinion sur l'opération pour laquelle sont sollicitées des assurances de chantier, il est déposé sur le profil d'acheteur les informations dématérialisées :

- **dossier complet de demande de permis de construire** ou de déclaration de travaux
- les identifications **des missions de prestations & travaux** prévus
- 

sans oublier, pour lever toute potentielle ambiguïté sur l'assurabilité de l'opération & le prix du devis :

- le<sub>(s)</sub> Rapport<sub>(s)</sub> d'**Étude de Sol**
- le Rapport initial de Contrôle Technique (**RiCT** ; *cf information complémentaire importante*)
- le **constat contradictoire sur l'état des ouvrages existants** <sup>et/</sup>ou **des avoisinants**
- le **descriptif & estimatif des prestations & travaux, par lots**,  
et, le cas échéant (*sis disponibles au moment de la mise en concurrence d'assurances*) :
  - les Cahiers des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
  - les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

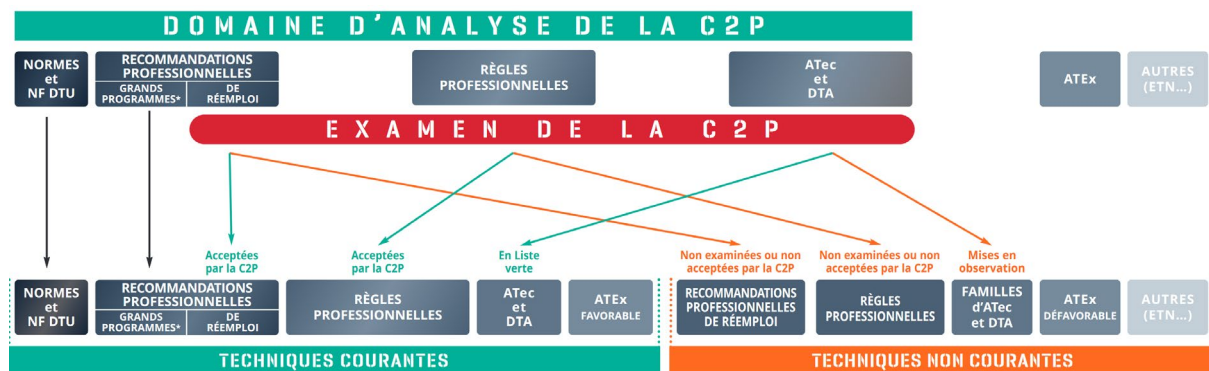
Les pièces techniques & budgétaires nécessaires à la mise en place initiale des Marchés Publics d'Assurances seront fournies, à partir de l'attribution, au fur & à mesure de leur disponibilité.

## information complémentaire importante

- Si le **Rapport initial du Contrôleur Technique** n'a pas pu être joint au présent Dossier de Consultation des Entreprises, il est ici précisé que le montant des cotisations qui sera communiqué par le Candidat ou Groupement de Candidature s'entend évidemment sous réserve de conclusions "neutres" ou "favorables" du RiCT (*c'est-à-dire ne mettant en pas en lumière d'aggravation technique*).

Par contre, si ledit RiCT est annexé aux pièces du présent DCE ou qu'il est mis, séparément du présente DCE, à disposition du Candidat ou Groupement de Candidature, il est ici précisé que le montant des cotisations qui sera communiqué par le Candidat ou Groupement de Candidature s'entend évidemment comme ayant pris en compte les conclusions du RiCT.

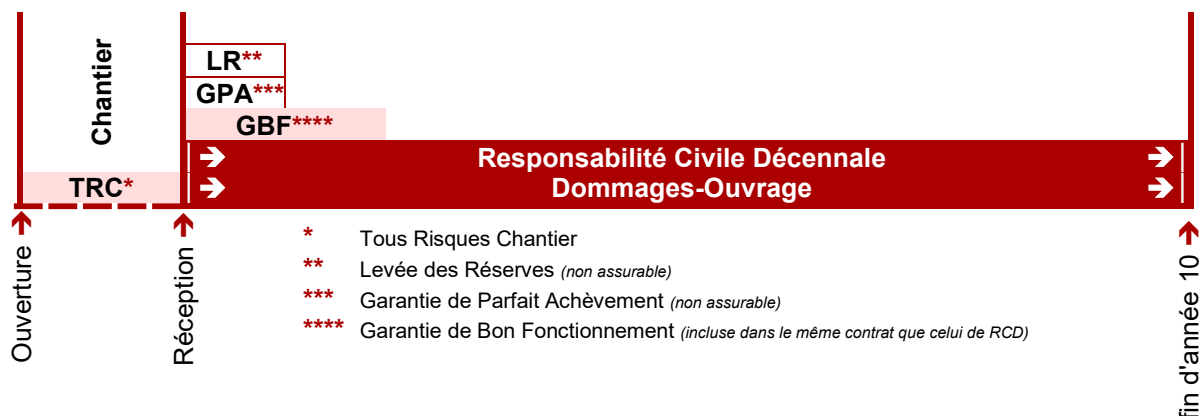
Le Maître d'Ouvrage a pleinement conscience que l'**assurabilité de produits/techniques mis en œuvre** dans l'opération dépend de leur positionnement technique & de l'acceptation par l'Entreprise d'assurance.



**C2P = Commission Prévention Produits de l'Agence Qualité Construction (AQC)**

Le Maître d'Ouvrage est par ailleurs aussi tout à fait conscient que chacun des participants à l'opération (*de l'Équipe de Maîtrise-d'Œuvre-Conception/Réalisation jusqu'au qu'aux sous-traitants de mis-en-œuvre, en passant par les Fabricants/importateurs/Négociants d'Élément Pouvant Entraîner la Responsabilité Solidaire*) soumis à l'obligation d'assurance doit justifier d'une assurance de responsabilité civile décennale couvrant (*par une Entreprise d'assurance notoirement solvable, procédant à un provisionnement technique & prudentiel dit par capitalisation et disposant d'une réassurance de même nature*), à partir de la DOC (*quelle que soit la date effective de son intervention à l'opération*), l'ensemble des prestations/produits qu'il délivre.

Pour mémoire, du point de vue du Maître d'Ouvrage, la frise de la tous-risques-chantier, de la responsabilité civile décennale & de la dommages-ouvrage est la suivante :



**Affectation / Usage**

Locaux de formation et de restauration collective

**Particularités Techniques de l'Opération**

Construction des Ouvrages Neufs à côté des Existants (à plus de 10m), ces derniers restant exploités pendant la durée du chantier. Puis démolition des Existants seulement après mise en exploitation des Ouvrages Neufs.

- Le **principe constructif** principal de l'opération étant

◦ <b>maçonnerie</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>ossature métal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>construction-bois</b> empilé <b>fustes</b> (règles professionnelles de la construction en bois brut - fustes)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>rondins</b> (massif ; contre-collé)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>madriers</b> (massif ; contre-collé ; composite de type BEAMBLOCK)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>parpaing bois</b> (BVB, LAMEBLOC, MECAWOOD, PBMBLOC, PMS, , ...)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>brique creuse bois</b> (BRIKAWOOD, GABLOK)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>panneaux multiplis</b> (BBS, KLH, LENO, MHM, PMC, TOT'm, Woodeum., XLAM,...)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>pan de bois</b> ou colombage	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>ossature croisée</b> (dite « balloon frame »)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>panneaux porteurs</b> (type « ossature plate-forme », y compris BLOKIWOOD)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>poteaux-poutres</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>mixte ou autre</b> <b>Maçonnerie &amp; Poteaux-Poutres béton + composants Bois</b>	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui

- Existe-t-il des **avoisinants** (murs, bâtiments adjacents ou voisins, cours d'eau, voies de communication,...)

	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ y-aura-t-il vérification	
- de la qualité des avoisinants	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
- de l'impact des travaux sur les avoisinants	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ y-aura-t-il	
- exécution d'une mission de contrôle technique	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
- un référé préventif	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
- un constat de commissaire de justice (anciennement dénommé huissier)	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui

- y aura-t-il

◦ <b>démolition</b> d'ouvrages anciens de <b>plus de trois niveaux</b> en élévation ou en sous-sol	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ construction de bâtiment de <b>plus de quinze étages</b> ou d'une <b>hauteur supérieure à quarante cinq mètres</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ mise en place de <b>fondations assises à plus de quinze mètres</b> au-dessous du niveau du sol du rez-de-chaussée	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ construction de <b>pilotis</b> ou de <b>fondations sur fonds marins ou aquatiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ construction sur <b>pieux vissés</b> (APOLLO, FLI-SCREWPILES, FONDAVIS, GOLIATH, PRO-PIEUX, TECHNO PIEUX, VISTECH)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>métalliques battus</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ réalisation de <b>mur(s) de soutènement</b>	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ réalisation de <b>murs rideaux</b>	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ réalisation de <b>murs manteaux</b>	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ mise en œuvre d' <b>isolants</b> <b>laine minérale</b> ou granulats minéraux (verre, roche, vermiculite exfoliée, perlite expansée, pierre ponce, argile expansée)	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>verre cellulaire</b> (Foamglas, Misapor,...)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>fibre/ouate/laine végétale</b> ou animale (bois, cellulose, chanvre, coco, coton, liège, lin, , mouton)	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<b>ou textile recyclé</b>	
<b>paille</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui

**mise en concurrence d'assurances de chantier**

acheteur **SETEC ORGANISATION au nom et pour le compte du CNFPT**

opération **restructuration du site Euromédecine**

Règlement de la Consultation

**RC**

<b>plastique alvéolaire ou ouate</b> <small>Polystyrène expansé/extrudé, Polyuréthane, Polyisocyanurate, Mousse Phénolique, Polyester, plastique recyclé</small>		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ réalisation d' <b>isolation thermique par l'extérieur - ITE</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>revêtements spéciaux de façades</b> <small>(verre ou pierre ou métal ou bois ou matériaux composites collés ou agrafés ou pincés)</small>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ réalisation de <b>verrière(s)</b> , <b>ciel(s) vitré(s)</b> , <b>véranda(s)</b> ou assimilé(s)		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
réalisation/installation d'autre(s) <b>particularité(s) technique(s)</b>		
◦ <b>locaux à atmosphère dirigée</b> <small>(température, degré hygrométrique, pureté de l'air, etc.)</small>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>planchers techniques</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>mur(s) végétalisé(s)</b>		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>toiture(s) végétalisée(s)</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>puits canadien</b> ou provençal		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>VMC double flux</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>climatisation</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
◦ <b>pompe à chaleur</b>	<b>aérothermique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>air/air</b>	
	<b>air/eau</b>	<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<b>géothermique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>capteurs horizontaux</b>	
	<b>capteurs verticaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>chauffage par le sol</b>		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>chauffage collectif</b>		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ <b>Eau Chaude Sanitaire</b> par <b>ballon thermodynamique</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<b>panneaux solaires thermiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ production d' <b>électricité</b> par <b>panneaux photovoltaïques</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<b>éolienne</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>hydroturbine</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>groupe électrogène</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>co-génération</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>méthanisation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ équipement de type <b>local mécanisé de stationnement de vélos ou vae</b>		<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>véhicules à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>bateaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>aire de lavage de véhicule/engin/container</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>sauna</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>hammam</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>spa ou spa de nage</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>piscine</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>cours de tennis</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>practice de golf</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
	<b>putting-green</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
◦ autre <b>tunnel de pas de tir</b>		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui

- réalisation d'ouvrage de caractère exceptionnel
- ☒ Non ☐ Oui

B. : sont considérés comme étant des ouvrages à caractère exceptionnel ceux de

	Grande portée		Grande hauteur hors sol		Grande profondeur
	PORTÉE <i>(entre nu des appuis)</i> supérieure à :	PORTE-À-FAUX supérieur à :	HAUTEUR TOTALE DE L'OUVRAGE <i>(au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage)</i> supérieure à :		Parties enterrées <i>(au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage)</i> de plus de 15 mètres
Pour le bois <ul style="list-style-type: none"><li>▪ poutres</li><li>▪ arcs</li></ul>	30 mètres 60 mètres	15 mètres 15 mètres	Hall sans plancher intermédiaire	35 mètres	Pieux <i>(ou puits de fondations)</i> de plus de 30 mètres, après recépage
Pour le béton <ul style="list-style-type: none"><li>▪ poutres</li><li>▪ arcs <i>(ou voûtes)</i></li></ul>	40 mètres 70 mètres	20 mètres 20 mètres	Bâtiments à étages	60 mètres	
Pour l'acier <ul style="list-style-type: none"><li>▪ poutres</li><li>▪ arcs</li></ul>	50 mètres 70 mètres	25 mètres 25 mètres	Réfrigérants ; réservoirs	60 mètres	Mais aussi <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Galeries ; injection de parois moulées dans le sol</li><li>▪ Cuvelage</li><li>▪ Assèchement ; pompage</li><li>▪ Dérivation de cours d'eau</li></ul>
			Cheminées	100 mètres	

